

## « La résistance est loin d'avoir disparu de nos sociétés »

**Le concept de résistance** reste largement associé à la Seconde Guerre mondiale.

Il a pourtant évolué. Dans le dernier numéro de la revue « Société en changement », deux chercheurs de l'UCL font le point.

**R**ésister, mais à quel prix ? C'est la question que pose, dans la dernière livraison de sa publication *Société en changement\**, l'Institut d'analyse du changement dans l'histoire et les sociétés contemporaines (Iachos), qui regroupe 10 centres de recherche de l'UCL. Menée par le sociologue Jean-Michel Chaumont et l'anthropologue An Ansons, la recherche s'intéresse à l'évolution de la notion de « résistance » depuis la Seconde Guerre mondiale. Car si dans l'imaginaire collectif, le terme reste intimement lié à la Résistance avec un grand « R », d'autres formes de résistance, certes moins romantiques mais peut-être plus répandues, ont depuis été mises en lumière par les sciences sociales.

« Après la capitulation allemande, ont eu lieu d'après débats dans les sociétés européennes pour savoir qui avait et qui n'avait pas résisté. Ces jugements rétrospectifs étaient souvent faits de manière assez grossière et aboutissaient à des conclusions évidemment fausses. Parce que ce n'est pas parce que vous n'avez pas eu l'occasion de combattre les armes à la main que vous n'avez pas résisté du tout. Le concept de résistance a donc été élargi ces trente dernières années », explique Jean-Michel Chaumont.

Des formes plus discrètes de résistance, clandestines, détournées, ont existé. Des conduites de résistance faisant appel à la ruse ont notamment été remises à l'hon-

neur. Les chercheurs l'illustrent par un exemple récent : la réaction de paysans rwandais à la réforme agraire imposée par le gouvernement de Kigali. « De l'extérieur, on pourrait penser que les gens l'acceptent, qu'ils sont dociles, constate An Ansons, spécialiste reconnue du Rwanda. Mais si on regarde de près, on trouve des formes de résistance très déguisées, parce que les gens ne se sentent pas autorisés à vivre leur résistance à haute voix. Le gouvernement oblige à cultiver du maïs, donc on va en cultiver en bordure des champs, mais on va cultiver du sorgho au milieu. »

Reste que la ruse porte en elle des dérives potentielles. « Lorsqu'on est dans un rapport de force très inégal, c'est souvent l'unique option. Le problème, c'est que quand on use de ruse, on doit donner confiance à l'ennemi. Pour cela, il faut le convaincre qu'il peut compter sur vous. »

### Dérives de la ruse

Jean-Michel Chaumont s'est plongé dans les témoignages des membres du parti communiste belge qui ont survécu à la déportation dans les camps nazis. La question qui leur était posée à leur retour consistait à comprendre comment ils avaient survécu à l'enfer des camps. Certains étaient parvenus à se faire nommer par les nazis à des postes à responsabilités dans les camps. Or, constate le sociologue, « les gages de confiance don-

nés à l'ennemi peuvent instiller le doute chez mes amis qui vont se demander : est-il vraiment encore avec nous ? La ruse fissure les lignes de front. On ne sait plus qui est l'ami, qui est l'ennemi. Le lien social en est dilaté, corrodé. Et pour soi-même, faire semblant de complaire à l'ennemi, ça abîme. »

Reste une question, et non des moindres : comment résister aujourd'hui ? La Résistance avec un grand « R » avait un ennemi bien défini. Dans une Europe pacifiée, où la violence comme mode d'action politique est rejetée, qu'est-ce que la résistance ? Comment résister dans un monde globalisé, complexe, où l'ennemi peut être un algorithme commandant des échanges boursiers ?

Sociologue et directeur de recherche au CNRS, spécialiste des nouvelles formes de démocratie et auteur de *Pourquoi désobéir en démocratie* (La découverte, 2011), Albert Ogien a étudié les formes de résistance contemporaines dans les sociétés occidentales. « La notion de résistance fait appel à l'idée que c'est à la vie à la mort face à un ennemi implacable. Or, aujourd'hui, il n'y a pas d'ennemi clairement identifiable. Et puis, on vit une époque qui connaît une aversion pour la violence. Demandez aux défenseurs de Notre-Dame-des-Landes ou d'Occupy Wall Street s'ils sont prêts à mourir pour leur cause », constate-t-il. Dans ce contexte, c'est un « sous-ordre » de résistance qui prévaut : la désobéissance civile. « La résistance est

loin d'avoir disparu de nos sociétés. Il y a une ébullition sur des "petites" questions, et pas mal de victoires, de la société civile, mais on a tendance à ne pas les considérer comme des actes de résistance parce qu'on regarde toujours le monde selon l'idée que la résistance devrait nécessairement venir d'un grand parti révolutionnaire. Or, je vois plein de gens qui se révoltent. »

La forme la plus déstabilisante de résistance restant, note-il, celle qui passe par... les urnes. C'est ainsi, selon lui, qu'il faut analyser les poussées populistes, de gauche comme de droite, aux quatre coins du monde occidental. ■

CORENTIN DI PRIMA

## lettre des recteurs « Si nous ne faisons pas de résistance ouverte, qui le fera ? »

Le traitement réservé par le gouvernement fédéral aux parents de Mawda, fillette kurde de deux ans morte suite à un tir de policier, a poussé onze recteurs d'universités francophones et flamandes à prendre part au débat. Dans une lettre ouverte, les recteurs demandent notamment au gouvernement la régularisation définitive de la famille de la victime. Une sortie médiatique qu'a peu goûtée le secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, Théo Francken (N-VA), qui a menacé les recteurs d'un retour de « boomerang ». Tandis qu'au MR, Richard Miller leur demandait, dans *La Libre*, de ne pas seulement être dans la dénonciation mais aussi, parfois, d'« encourager le pouvoir ».

*« Le rôle d'un professeur à l'université n'est pas d'être pour ou contre n'importe quelle position politique. Son rôle est d'avoir un regard analytique avant tout et de prendre sa place dans le débat sur cette base. La*

*lettre des recteurs avait tout son droit. Elle était très nuancée. C'est notre devoir comme université de prendre notre place au sein de la société dans des débats critiques sur base d'une position fondée sur une recherche analytique. Que cela plaise ou pas au politique... », plaide An Ansons. Pour Jean-Michel Chaumont, quand les recteurs disent que la mort de Mawda n'est pas un accident mais un symptôme, « c'est fort » et ça l'est d'autant plus que « c'est étayé par*

*quantité de recherches qui documentent les effets d'un certain nombre de dispositions prises aujourd'hui ». Il est donc normal et légitime que les universitaires s'engagent dans le débat public, estiment les deux chercheurs de l'UCL. Et entrent en résistance, s'ils le jugent nécessaire.*

*C'est, à leurs yeux, plus qu'une nécessité aujourd'hui. « L'université est soumise aujourd'hui à des logiques qui font craindre une perte de qualité*

*dans le travail produit. On peut entrer en résistance par rapport à ces transformations. Deux choix sont possibles : profiter de cette relative liberté dont on dispose encore et dire non. Ce qui va vous coûter un peu.*

*Vous ne serez pas promu, etc. L'autre voie, c'est de faire semblant et de détourner ce qu'on reçoit en jouant avec les règles en vigueur. Mais ce faisant, on légitime le système, parce qu'on n'a pas dit non », analyse Jean-Michel Chaumont.*

*Si un professeur d'université qui est nommé risque peu d'être licencié, de plus en plus d'acteurs ont un statut vulnérable et n'ont donc pas trop le choix, nuance An Ansons. Et donc, « si nous, qui avons un statut sécurisé dans un contexte de liberté, nous ne faisons pas de résistance de façon plus ouverte par rapport à ce modèle de néolibéralisme académique, qui va le faire ? » ■*

C.D.P.